

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article75>

# Lettre de l'UGTG au PrÃ©fet

- Dossiers - Pollution de 'la Boucan' -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : dimanche 9 avril 2000

Mis Ã jour le : vendredi 20 juin 2008

---

UGTG.org

---

Pointe Ã  Pitre le 10 avril 2000.

Monsieur le PrÃ©fet de RÃ©gion Guadeloupe  
Rue Lardenoy  
97100 Basse-Terre.

Monsieur le PrÃ©fet,

**Nous vous le confirmons, nous apportons notre total soutien aux riverains et au ComitÃ© de DÃ©fense de la Grande RiviÃ¨re Ã  Goyave.**

Nous en assumons pleinement la responsabilitÃ©.

Ils font ce que vous, reprÃ©sentant de l'Ãtat, nos dirigeants des AssemblÃ©es, nos dirigeants politiques sont chargÃ©s de faire ; assurer Ã  tous, la protection de leurs droits fondamentaux, notamment celui de pouvoir Ã©voluer dans un environnement sain et de cÃ©der aux gÃ©nÃ©rations futures un Pays Guadeloupe propre, Ã©quilibrÃ©, fier et digne.

Ils auraient pu comme bon nombre de nos concitoyens, s'enfermer dans leur intimitÃ©, leur Ã©goÃ®sme et, espÃ©rer que les autres feraient Ã  leur place ; ou capituler devant le pouvoir de l'argent, le BÃ©nÃ©dictin, l'employeur, "l'intÃ©rÃªt Ã©conomique" de la Guadeloupe.

Ils seraient irresponsables et criminels certes, mais vous, vous seriez serein, sÃªr de rÃ©ussir votre passage et reconnu par la RÃ©publique pour vos bons et loyaux services.

Ils ont choisi, comme nous, c'est tant mieux, de dire "Ã§a suffit" ; une autre logique est possible, un autre monde est possible.

C'est vrai, ils ne sont ni Ã©lus, ni reprÃ©sentants d'organisation politique ou d'opinion "Nationale", reconnue et ayant droit Ã  l'expression et Ã  la manifestation de leurs idÃ©es.

Ils ne sont ni "Paysan FranÃ§ais", ni les " Verts", ni les habitants de la cÃ¢te franÃ§aise polluÃ©e par ERIKA.

**Mais, ils sont ce que nous UGTG voulons faire triompher, homme ; homme GuadeloupÃ©en !**

C'est vrai que les millions de francs "Gracieusement" mis Ã  notre disposition par l'Europe et la gÃ©nÃ©rositÃ© nationale constamment manifestÃ©e devraient nous obliger Ã  plus de citoyennetÃ© et de responsabilitÃ©.

C'est vrai que nous aurions pu penser un moment Ã  ces malheureux 27 salariÃ©s qui risquent de perdre leur emploi, parce que, des "dÃ©rÃ©glÃ©s", des "preneurs d'otages", Ã  l'instar de ceux de l'hÃ¢tellerie, de la SOGEA, de Auto Guadeloupe, du LycÃ©e de Baimbridge, de Massieux, rÃ©clament Ã  vous et aux dÃ©cideurs politiques et Ã©conomiques plus de respect et surtout le respect de la loi, cette loi dont vous Ãªtes chargÃ©e de faire respecter et appliquer.

**En fait, La LWA n'a de sens que si la loi est la mÃªme pour tous.**

**Est-ce le cas dans notre pays ? Vous avez la rÃ©ponse.**

Nous acceptons que vous soyez Ã©tonnÃ© de notre positionnement.

Nous par contre ne sommes pas surpris du vÃ©tre.

Mais ceci est compliquÃ© ! Nous ne pensons pas que vous avez pour mission de comprendre.

Vous risqueriez d'agir autrement et Ã§a ferait d'Ã©sordre.

Recevez Monsieur le prÃ©fet, nos salutations distinguÃ©es.

**\_ Le SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral**

**G. CLAVIER**